



Bruxelles, 25 juin 2008

Madame Ferrero-Waldner  
 Commissaire aux Relations Extérieures et  
 aux Politiques Européennes de Voisinage  
 Commission Européenne

Monsieur Mandelson  
 Commissaire au Commerce  
 Commission Européenne

Concerne : recommandations concernant le quatrième round de négociations de l'Accord d'Association UE-CAN

Madame la Commissaire, Monsieur le Commissaire

Entre le 7 et le 11 juillet se réuniront à Bruxelles les négociateurs de la Communauté Andine des Nations (CAN) et de l'Union européenne (UE) pour progresser dans les négociations d'un Accord d'Association entre les deux régions. Au nom des organisations signataires, membres des réseaux UE-CAN, Grupo Sur et d'autres organisations européennes, nous souhaitons vous faire part des préoccupations et recommandations suivantes.

L'UE et la CAN négocient un Accord d'Association depuis septembre 2007. Malgré les différences évidentes, notamment sur le plan des politiques socio-économiques, entre les 4 pays de la CAN, ceux-ci ont trouvé jusqu'à présent des formes de protection de leur intérêt commun et d'avancées en termes d'intégration. Parmi les multiples options que mettent en avant les quatre pays andins, il importe de prendre en considération toutes les propositions, y compris celles de la Bolivie et de l'Equateur qui promeuvent une "autre architecture" pour le traité afin de tenir compte des asymétries par le biais d'un Traitement Spécial et Différencié, toujours dans la perspective d'une intégration régionale andine.

Lors du 5ème Sommet des Chefs d'Etat d'Europe, d'Amérique Latine et des Caraïbes qui s'est tenu à Lima il y a quelques semaines, la Commission européenne (CE) a exercé des pressions sur la Bolivie et l'Equateur pour que ces pays acceptent un Traité de Libre-Echange aux conditions définies par l'UE ou, à défaut, qu'ils quittent les négociations. Le 27 mai, au Parlement européen, la CE a défendu l'idée d'une négociation à vitesses et géométries variables, mais impliquant un retrait de la Bolivie et de l'Equateur du pilier commercial pour ne rester que dans les piliers de Dialogue Politique et de Coopération. De cette façon, l'UE négocierait et signerait un accord commercial seulement avec le Pérou et la Colombie, comme représentants de la CAN, et les propositions commerciales de la Bolivie et de l'Equateur disparaîtraient de l'Accord. A l'avenir, si ces deux pays souhaiteraient rejoindre le pilier commercial, ils devraient le faire aux conditions négociées et acceptées par l'UE, la Colombie et le Pérou. La Délégation de la CE pour l'Equateur et la Colombie vient de faire des propositions semblables.

En tant qu'organisations de la société civile européenne, nous sommes surprises et fortement préoccupées par ces pressions directes et indirectes. Par cette stratégie, l'UE serait en fait en train de

négocier deux accords bilatéraux, avec le Pérou et la Colombie, mais en les présentant comme s'il s'agissait d'un accord régional. Le résultat de cette procédure sera un affaiblissement très sérieux de la CAN qui pourrait mener à sa désintégration. Dès lors, en ce moment, nous pouvons affirmer que la politique européenne au sein des négociations pour un Accord d'Association va à l'encontre de l'intégration régionale andine.

Nous rappelons que l'UE a toujours prétendu que la négociation d'un Accord d'Association répondait à une volonté politique de renforcer l'intégration régionale andine et d'y promouvoir un développement durable. La stratégie actuelle de l'UE mènerait à des résultats qui remettent en question cet objectif politique au nom duquel l'UE a justifié les négociations avec la CAN et serait dès lors en opposition et incohérente avec les positions de départ de l'UE.

Nous demandons à l'UE que

- elle respecte toutes les propositions provenant des gouvernements andins et les formes de concertation en vigueur au sein des instances de la CAN ;
- l'Accord d'Association soit un instrument qui renforce une intégration régionale authentique, qui profite des complémentarités entre pays, et qui recherche un véritable consensus basé sur les propositions qui proviennent des populations;
- elle maintienne sa volonté de négocier et de signer un Accord d'Association entre deux blocs au lieu d'entreprendre des négociations bilatérales et de reproduire les erreurs qui ont marqué la négociation des Accords de Partenariat Economique avec les Etats ACP;
- elle insiste sur l'importance de créer des mécanismes de participation de la société civile et des peuples indigènes au sein des négociations, tant en Europe que dans la région andine.

Avec nos salutations distinguées,

#### **Signataires:**

##### **Red UE-CAN:**

Broederlijk Delen, Belgique

CCFD, France

CNCD, Belgique

FIAN Sverige, Suède

Foro Rural Mundial, Espagne

FOS, Belgique

Friends of the Earth Europe

ICCO, Hollande

IEPALA, Espagne

Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging - 11.11.11, Belgique

KWIA, Belgique

LASC, Irlande

Latinamerikagrupperna/Solidaridad Suecia-America Latina, Suède

Oxfam International

Secours Catholique – Caritas France, France

SOS Faim, Belgique

VECO, Belgique

War on Want, Angleterre

**Grupo Sur:** réseau formé d'ONGs de Belgique, Espagne, France, Grèce, Luxembourg et Italie.

##### **Autres:**

Arbeitsgruppe Schweiz-Kolumbien, Suisse

Both Ends, Hollande

Christian Aid, Angleterre  
Fairfood, Hollande  
TNI, Hollande  
XminY Solidariteitsfonds, Hollande

**Contact:**

Red UE-CAN  
Søren Stecher-Rasmussen  
Rue de la linière, 11  
1060 Bruxelles - Belgique  
tel.: 00-32-(0)2-536.11.38  
fax: 00-32-(0)2-536.19.06  
email: soren.stecher-rasmussen@11.be

**Copie:**

DG Relex:

M. Joao Aguiar Machado  
M. Stefano Sannino  
Mme Marie-Anne Coninx  
M. Rafael Gelabert Rotger  
M. Marianne Van Steen

DG Commerce:

M. Rupert Schlegelmilch  
M. Paul Bonnefoy

Conseil de l'Union européenne:

M. Nicolas Pascual de la Parte

Parlement européen:

M. Alain Lipietz  
M. Helmuth Markov  
M. Joseph Borrell

C133: Full et Deputy Members  
COLAT et AMLAT